

le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 7 - février 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB
1 an : 2 F ; 20 FB

CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

janvier 1924 - janvier 1964:

LÉNINE

et les khrouchtcheviens

Dans son numéro du 21 janvier 1964, l'Humanité rappelle à ses lecteurs qu'il y a quarante ans Lénine mourait. Ce n'est pas tellement l'anniversaire qui nous importe que la façon de le célébrer. Pour l'Humanité, c'est une occasion d'insulter à la mémoire de Lénine en lui faisant dire le contraire de ce qu'il a toujours affirmé. Nos khrouchtcheviens ont besoin d'une autorité de l'au-delà pour justifier leur politique. Ils ne sont que de plats pacifistes, aussi imaginent-ils de toutes pièces un Lénine à leur image et osent-ils affirmer que "Lénine incarne la lutte pour la paix" !

DANS CE NUMERO:

- Lénine et les khrouchtcheviens
- Ce que fut en fait le 6 février 1934
- Lettre de Belgique: Les syndicats au service de la productivité
- Vers l'unité syndicale... à la manière de l'écrevisse
- Au pays du "socialisme"

La paix, ils n'ont que ce mot-là à la bouche. Ils en remplissent les colonnes de leurs journaux car c'est le mot magique qui réalise l' "Unité". Qui peut être contre la paix, demandent nos khrouchtcheviens ? La paix, leur répond-on de tous côtés, du pape Paul VI au président Johnson en passant par Mollet le va-t'en-guerre de l'expédition de Suez, est le bien le plus précieux; pour l'obtenir, il suffit que les hommes de bonne volonté se mettent d'accord...

La paix et le développement du com-

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F
de soutien 20 F

Correspondance :
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

merce sont les deux idoles devant lesquelles se prosternent ceux qui osent encore s'appeler communistes. La paix et les bonnes affaires, c'est à dire la coexistence pacifique, voilà pourquoi l'on prétend que Lénine a lutté: "Les profonds changements qui sont intervenus dans le monde en faveur de la paix et du socialisme donnent aujourd'hui la possibilité d'imposer aux impérialismes cette coexistence pacifique pour laquelle il (c'est de Lénine qu'il s'agit !!) a mené un combat passionné" (L'Humanité - 21/1/64).

Lénine fut un théoricien marxiste, un défenseur de la doctrine révolutionnaire du prolétariat. Il incarne la fidélité aux enseignements révolutionnaires de Marx et d'Engels, toutessa vie n'est qu'une longue suite de lutttes contre les révisions qui, toutes, prétendant l'enrichir ou le moderniser, n'ont fait que tenter de châtrer le marxisme en le vidant de toute portée révolutionnaire. Lénine ne peut donc en aucune manière être l'inventeur de cette coexistence pacifique qui signifie universellement trahison de la lutte de classe et maintien de l'ordre établi.

Lénine était le chef du parti bolchevique qui entraîna la classe ouvrière russe à l'insurrection armée contre le pouvoir bourge ois de Kérenski, triompha les armes à la main de la contre-révolution intérieure et extérieure et exerça sans faiblesse la dictature du prolétariat. Le nom de Lénine restera à jamais attaché à cette glorieuse révolution d'Octobre 17 - il ne peut donc en aucun cas servir de paravent aux traîtres qui, aujourd'hui, prétendent que cette action des bolcheviks ne fut qu'un accident de l'histoire et qu'il existe de nouvelles voies, pacifiques, au socialisme.

Lénine consacra toutes ses forces à démasquer les socialistes qui, au nom de la patrie en danger, de la démocratie à sauver ou de la liberté à protéger entraînent le prolétariat européen à participer au premier massacre impérialiste de 1914. C'est lui qui désigna ces renégats de l'internationalisme du nom de social-patriotes ou de social-traîtres. Face à leur abdication devant la bourgeoisie, Lénine indiqua la voie du prolétariat révolutionnaire: transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Reprenant le cri fameux du Manifeste des Communistes de 1848: "Les prolétaires n'ont pas de patrie, on ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas", il opposa à la défense de la patrie, qui n'est que la défense des intérêts de la bourgeoisie nationale, le défaitisme révolutionnaire, c'est à dire le sabotage de la guerre, l'utilisation des armes contre sa propre bourgeoisie, contre son propre Etat et non contre le prolétaire mobilisé de la nation voisine. Le nom de Lénine ne peut donc en aucun cas couvrir la politique des partis "communistes" qui, lors de la dernière guerre impérialiste de 1939-45, ont rempli le même rôle que les social-traîtres, que les social-patriotes de 1914 en entraînant le prolétariat dans la guerre "officielle" ou dans la "Résistance".

Tout autant que contre les social-traîtres, Lénine luttait contre les illusions des pacifistes qui s'imaginaient pouvoir éviter par la seule propagande le retour périodique de la guerre dans la société bourgeoise. Lénine montra que la guerre est la conséquence inéluctable de la société capitaliste, de la concurrence capitaliste, des bonnes affaires capitalistes, du développement du commerce. Lénine montra que la paix capitaliste conduit nécessairement à la guerre capitaliste et qu'il n'y a qu'un seul moyen de prévenir la guerre: détruire la société bourgeoise par la révolution communiste. Le nom de Lénine ne peut donc en aucun cas être utilisé par ceux qui, aujourd'hui, prêchent la paix et placent tous les espoirs de l'humanité, non dans la révolution salvatrice, mais dans l'installation d'un téléphone direct Moscou-Washington. Guerre ou révolution: voilà le cri de Lénine. Personne ne peut le confondre avec le mot d'ordre impuissant et vil des khrouchtcheviens: guerre ou paix !

Lénine et les marxistes révolutionnaires fondèrent en mars 1919 l'Internationale Communiste. Elle remplaçait la vieille Internationale Socialiste, passée à l'ennemi. Son programme était une déclaration de guerre au capitalisme mondial, son but la destruction des Etats bourgeois du monde entier et l'érection de la dictature universelle du prolétariat. En aucun cas le nom de Lénine ne peut donc être utilisé par ceux qui ont dissous l'Internationale Communiste le 10 juin 1943, par ceux dont le programme est de coexister avec les Etats impérialistes qui oppriment l'humanité, par ceux dont le but est d'augmenter les échanges commerciaux et les bonnes affaires entre les deux blocs impérialistes d'Occident et d'Orient.

Lénine fut l'artisan de la scission entre communistes et socialistes après la première guerre mondiale; son ouvrage le plus fameux est l'Etat et la Révolution dans lequel - reprenant l'enseignement de Marx sur la Commune - il souligna tout particulièrement l'aspect anti-parlementaire de l'Etat prolétarien, la nécessité de détruire tout vestige de ce parlementarisme qui est, tout au long de l'histoire de la société bourgeoise, un instrument de duperie par excellence; le 19 janvier 1918 du reste, le gouvernement révolutionnaire russe manifesta pratiquement son anti-parlementarisme en faisant disperser par la garde rouge l'Assemblée Constituante élue au suffrage universel. On voit donc que Lénine n'a rien de commun avec nos "communistes" d'aujourd'hui qui se mettent à plat ventre devant les socialistes pour réaliser l'unité, qui pleurent chaque jour devant l'abaissement du rôle du parlement, et dont toute l'originalité par rapport aux autres partis bourgeois est de proposer un "programme commun" basé essentiellement sur une nouvelle loi électorale et une nouvelle constitution.

Lénine fut l'homme de la révolution d'Octobre 17. Ceux qui osent marquer aujourd'hui l'anniversaire de sa mort, au mépris de toute décence, ne savent qu'attendre un nouveau chiffon de papier constitutionnel.

Mais le prolétariat retrouvera la voie maîtresse de Lénine, la voie

révolutionnaire. Il la retrouvera parce que toutes les contradictions du capitalisme et la crise économique et sociale que prépare la coexistence pacifique d'aujourd'hui l'y conduisent. Ce jour-là, il fera rentrer dans la gorge des traîtres leurs discours d'anniversaire !

CE QUE FUT EN FAIT LE 6 FÉVRIER 1934

"Victoire des forces de progrès sur les forces de réaction". Cette allégorie grotesque à laquelle se réduit toute la "conscience sociale" de notre époque, voilà exactement trente ans, jour pour jour, qu'elle est née. Pour les communistes dégénérés, pour les socialistes pourris, pour les bourgeois stupides, pour tout le monde le 6 février 1934 symbolise la première victoire de la démocratie sur le fascisme. Pour nous, c'est avant tout la première manifestation officielle de la capitulation politique du communisme de Moscou. La III^e Internationale de Lénine s'était fixé pour tâche de détruire l'Etat capitaliste sous toutes ses formes, libérale ou dictatoriale, monarchiste ou parlementaire: "La plus démocratique des républiques bourgeoises - disaient les thèses du premier congrès de l'Internationale Communiste - ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière". Mais c'est à partir de 1934 que, reniant ouvertement ce principe fondamental, les partis communistes de tous les pays choisirent la démocratie face au fascisme au lieu de les combattre l'une et l'autre, mobilisèrent le prolétariat pour la défendre, le jetèrent dans la guerre "anti-fasciste" d'où le fascisme, en définitive, devait sortir vainqueur.

Le 6 février 1934 des anciens combattants manifestaient place de la Concorde, essayaient le feu des gardes mobiles et laissaient des morts sur le terrain. Ce n'était qu'un mouvement confus de protestation contre la gabegie parlementaire que le scandale des chèques Stavisky, où d'importantes personnalités radicales étaient compromises, avait portée à son comble. Mais l'extrémisme nationaliste, comme les scandales financiers, constitue un trait traditionnel du capitalisme français: l'agitation fut exploitée par les "Croix de feu" du "fasciste" de la Roque. Une nouvelle fois, comme dans le passé lors de l'affaire Dreyfus et du scandale de Panama, la fraction "réactionnaire" de la petite-bourgeoisie opposait son impuissante haine antiparlementariste à la non moins impuissante "fidélité républicaine" de sa fraction démocratique. Et une nouvelle fois, la classe ouvrière de laissa prendre à cette fausse et stérile querelle: elle suivit l'opportunisme qui l'exhortait à défendre la légalité bourgeoise. Le 9 février, communistes et socialistes, pratiquement réconciliés, manifestaient en commun, sous les rudes coups de la police démocratique, pour la défense de cette même démocratie. La C.G.T. réformiste et la C.G.T.U. "révolutionnaire" se retrou-

vaient côte à côte pour le sauvetage de la République. C'était le premier acte du front commun anti-fasciste qui, sous la formule du Front Populaire de 1936, consacra la dégénérescence des partis communistes, l'abandon définitif du programme révolutionnaire du prolétariat, la préparation idéologique du second carnage impérialiste.

Qu'était donc ce fascisme français dont la menace avait provoqué un revirement politique aussi total ? Une poignée de braillards, quelques centaines d'énergumènes singeant les chemises brunes de Hitler, mais dépourvus de tout programme et de toute force et sans aucune chance d'utilisation politique par une bourgeoisie qui avait d'autres atouts beaucoup plus sérieux en mains.

Le vrai fascisme, lui, régnait en maître en Italie et en Allemagne, dans les deux seuls pays où la classe ouvrière ait menacé le pouvoir bourgeois et où le capitalisme ait dû lâcher contre elle quelques milliers d'aventuriers sans scrupules, plus pourvus d'appui que de courage, disposant de l'aide ouverte des forces de l'Etat légal et massivement épaulés par la petite-bourgeoisie ex-démocratique, rendue féroce par la crise économique. Sous cette forme, c'est à dire comme moyen massif de répression, comme solution ultime de conservation sociale, ce fascisme violent avait pourtant terminé sa tâche : le prolétariat décapité, organisations ouvrières dissoutes, loi d'exception en permanence. C'était dès lors, non plus en Allemagne et en Italie, mais au-delà du Rhin et des Alpes que le fascisme, comme prétexte de la capitulation des communistes et comme argument en faveur de la seconde guerre mondiale, pouvait encore être utile au capital. En 1934 le fascisme actif avait achevé sa partition et l'antifascisme militant commençait la sienne; mais tous deux poursuivaient le même but : jeter le prolétariat international dans le massacre. "Guerre ou révolution" avait prédit Lénine au lendemain de la victoire du prolétariat russe. Les fascistes Mussolini et Hitler avaient brisé la menace de révolution là où elle existait. Il appartenait aux antifascistes de préparer les ouvriers à la guerre. Ce fut le rôle de la politique qui débuta le 6 février. On fit croire aux prolétaires français que de la Rocque c'était Hitler, que la guerre était le seul moyen d'en finir avec le fascisme, que sur la voie d'une victoire militaire de la démocratie le communisme triompherait plus vite et plus aisément. En fait le capitalisme trouva dans la course aux armements réclamée par le P.C.F. une première issue à sa crise et dans les massacres et les destructions qui suivirent une source de jouvence qui lui permet aujourd'hui d'exploiter de plus belle le prolétariat tout en préparant une nouvelle crise et une nouvelle guerre.

Avant février 1934, les communistes français étaient farouchement anti-militaristes, ils stigmatisaient les méfaits de l'impérialisme aux colonies et faisaient scandale à la Chambre en dénonçant

l'hypocrisie parlementaire. Après février 1934 ils chantèrent les louanges de "l'armée républicaine", conseillèrent aux exploités d'Afrique du Nord de ne pas "divorcer" avec la France, se posèrent en "parti de gouvernement". En 1934, l'Internationale Communiste, en dépit de ses tournants successifs, se déclarait encore, au moins en paroles, pour la révolution mondiale contre la guerre qui s'annonçait. Après 1934, Staline signa avec Laval le premier pacte franco-russe, qui reconnaissait à la France le droit à "une force armée en rapport avec ses responsabilités" et enjoignait au P.C.F. de s'aligner patriotiquement sur les slogans anti-allemands. Avant 1934, bien que le prolétariat fût déjà battu sur tous les fronts, l'Etat soviétique et l'Internationale à sa dévotion entretenaient encore chez tous les opprimés du monde l'espoir, au moins formel, d'une émancipation révolutionnaire. Après 1934 ils leur imposèrent la collaboration avec les bourgeoisies "démocratiques" pour le sauvetage du capitalisme. Avant 1934 ce n'était que l'opportunisme, après ce fut la trahison.

C'est le fascisme qui, dans sa substance sinon totalement dans sa forme, est sorti vainqueur de la guerre. Il a triomphé quand les dirigeants ouvriers, après la Libération, appelaient à produire et non à revendiquer, quand plus tard le P.C.F. attisa la haine chauvine contre le boche éternel, quand il votait les pleins pouvoirs pour la répression en Algérie, quand il réclamait l'arbitrage des conflits sociaux, quand il défendait l'industrie et la grandeur nationales, prêchait la paix sociale et non la révolte, parlait de "peuple" et non de prolétariat, exaltait la patrie et non l'internationalisme. Le fascisme a triomphé parce que seul il répond aux exigences barbares du capitalisme décadent et parce que la révolution européenne, après octobre 17 n'a pas su abattre ce dernier, unique source de toutes les misères et de toutes les ignominies. Le fascisme violent fut la thérapeutique de choc du capital face à la menace révolutionnaire; la "défense de la démocratie" fut son sérum de Bogomoletz. Le fascisme avait un moment mis K.O. le prolétariat. L'antifascisme démocratique, bien plus efficace, empêcha son réveil et prolonge aujourd'hui encore son anesthésie.

Ainsi, à la question de savoir quel fut des deux le meilleur artisan du sauvetage du capitalisme, l'histoire a déjà donné sa réponse en déroulant les suites de la sinistre farce du 6 février antifasciste, en étalant la prostitution d'un mouvement qui fit autrefois "trembler le monde". Au prolétariat de donner la réponse définitive. Fascisme et antifascisme démocratique, dont l'opposition factice dissimulait qu'il ne s'agissait que de deux visages de la conservation bourgeoise, se montrent aujourd'hui ouvertement confondus dans la décomposition historique de la société bourgeoise, que seule la dictature révolutionnaire du prolétariat pourra extirper de toute la société.

Lettre de Belgique

LES SYNDICATS AU SERVICE DE LA PRODUCTIVITÉ

L'affaire a été mise en route en juillet 1951, au congrès de la Centrale des Mineurs de la Confédération des syndicats chrétiens où le président déclara: " Si les syndicats entendent représenter dignement les travailleurs, s'ils veulent donner des avis autorisés, ils se doivent d'être parfaitement organisés. Ils ont besoin de services de documentation et d'étude. Ils doivent faire appel à des experts et à des spécialistes. Ils doivent donner une formation adéquate à leurs permanents et à leurs militants. Toutes choses qui coûtent énormément."

En clair cela signifie que la mise au service du capitalisme des organisations syndicales nécessite de la part du patronat une aide efficace en vue de former d'une façon "adéquate", et à tous les échelons, ceux qui sont chargés de diviser, de paralyser l'action ouvrière depuis les conseils d'entreprise, les délégations syndicales et les comités d'hygiène jusqu'aux commissions paritaires d'industrie et au Conseil national du travail. Donnant, donnant !

Les dirigeants de la Fédération Générale du Travail, dont la déclaration de principes reconnaît la lutte des classes, s'empressèrent d'emboîter le pas aux chefs de la Confédération des syndicats chrétiens qui elle se prononce ouvertement en faveur de la collaboration des classes.

Outre les "charges" auxquelles ils avaient à faire face, les bonzes syndicaux craignaient de voir les syndidats se vider par la base du fait de l'application automatique des lois dites sociales à l'élaboration desquelles ils avaient eux-mêmes collaboré . Les bureaucrates voyaient là une menace pour leurs traitements plantureux et leurs voyages "d'études" en Russie, en Chine, en Yougoslavie et ailleurs !; il fallait aviser sans plus attendre !

Tacitement, social-chrétiens et social-traîtres conclurent un front unique résistant à toutes les mésaventures provoquées par la concurrence qui les fait s'opposer parfois. Ils se mirent à ameuter les syndiqués contre les travailleurs inorganisés, ces "égoïstes", ces "profiteurs" qui bénéficient, sans bourse délier, des avantages conquis par les premiers (ce qui ne les empêchent pas pourtant d'être aux côtés de ceux-ci lorsqu'il y a des grèves). Les appareils de toutes les centrales furent mobilisés pour présenter cette nouvelle revendication au patronat: dans les entreprises, les syndi-

qués, et eux seuls, doivent obtenir des avantages qui seront refusés aux non-syndiqués. Bien entendu les social-jésuites continuent à clamer sur tous les tons et à tous les vents qu'ils ont toujours été, qu'ils sont toujours et qu'ils seront à jamais opposés au syndicalisme obligatoire...

Plusieurs années durant les patrons firent la sourde oreille. Mais, les grèves de décembre 60-janvier 61 terminées, leur résistance faiblit. Ce n'est pas par hasard: en contre-partie des primes aux syndiqués, les syndicats leur offraient la paix sociale et une collaboration active à l'accroissement de la productivité.

Nous allons maintenant aligner une série d'extraits des conventions conclues entre organisations patronales et directions syndicales qui prouveront que notre affirmation n'est pas une vue de l'esprit de sectaires déformés, aigris ou délirants - ce que veulent voir en nous ceux qui, sceptiques par aveuglement ou par intérêt, n'arrivent pas à sortir du merdier démocratique où ils sont plongés jusqu'au sommet du crâne et où, désespérés et pitoyables, ils gémissent et larmoient. On y verra apparaître, dans ces accords, cette ritournelle: "paix sociale et productivité", c'est à dire exploitation accrue des prolétaires. Voici donc ce que nous pouvons lire dans les accords signés, répétons-le, par les valets du capital qui dirigent les syndicats et les représentants patronaux.

Pour les mines: "Considérant qu'il convient de donner une forme concrète à la politique de coopération entre les organisations patronales et syndicales de l'industrie charbonnière; considérant les charges qu'implique l'apport des organisations syndicales au sein des entreprises charbonnières, des organisations et institutions se rapportant à l'industrie charbonnière; considérant qu'il y a lieu de ne pas faire peser sur les seuls travailleurs syndiqués les dépenses que les organisations syndicales consacrent à la production du secteur... (Convention du 31.1.63).

Pour le textile: " Les dispositions sont d'application à tous les ouvriers affiliés à l'une des organisations syndicales représentées à la Commission paritaire de l'industrie textile pour autant qu'ils ne sont pas exclus du droit à l'indemnité suite à la perturbation de la paix sociale" (Accord national). "Attendu les bons résultats dus en grande partie à l'existence de cette convention (sur la productivité - Ndr) et à la collaboration constructive des organisations syndicales qui s'est fait jour en matière d'accroissement de la productivité; attendu le souci réciproque de confirmer ces bons rapports et la nécessité d'accroître encore la productivité (...) Durant la période d'application de la présente convention, il pourra être fait appel à la collaboration effective des organisations syndicales et aux moyens dont elles disposent pour aider à favoriser l'accroissement de la productivité (...) Elles se porteront également garantes de la paix sociale dans les usines et de la collaboration totale du personnel syndiqué à l'égard des mesures prises pour accroître la productivité, tant en ce qui concerne l'usage de nouveaux outils que le changement des méthodes de travail. En récompense (sic !) de ces services, les organisations syndicales auront la libre disposition d'une somme égale à 0, 50 Fr par travail-

leur et par heure prestée." (Convention avec le trust Fabelta, 31/12/59).

Pour l'industrie cimentière: " Il s'est instauré au sein de cette commission (des organisations patronales et ouvrières - NdR) une atmosphère de compréhension mutuelle et de loyauté qui a assuré, durant six années, une paix sociale complète dans le secteur, dans le respect des légitimes aspirations des deux parties. De nouveaux problèmes retiendront l'attention de cette commission dans l'avenir: l'amélioration de la productivité et l'amélioration des relations au sein des entreprises". (Convention du 23/4/54).

Pour le gaz et l'électricité: " Les représentants syndicaux et patronaux (...) désireux de poursuivre le progrès social dans la paix sociale, marquant leur volonté de tout mettre en oeuvre pour assurer la tranquillité sociale dans les industries du gaz et de l'électricité sans porter atteinte au droit de grève, les employeurs liant en conséquence (sic) l'exécution de la présente convention au maintien de la paix sociale par les organisations syndicales signataires..." (Accord du 11/4/62). " La délégation patronale, soucieuse de contribuer au maintien de la paix sociale dans le secteur du gaz et de l'électricité déclare: aucun conflit d'ordre salarial ou de programmation sociale qui se produirait dans un ou plusieurs autres secteurs ne pourra mettre en danger le maintien de la paix sociale dans le secteur du gaz et de l'électricité sans mettre en danger également le maintien de la convention intervenue pour l'octroi du budget social (c'est à dire des primes pour les seuls syndiqués - NdR). La délégation syndicale prend acte de cette déclaration patronale".

Pour les grands magasins: " Chaque année les parties feront en commun un examen objectif de l'ensemble des facteurs qui caractérisent la situation économique et sociale du secteur afin de rechercher, autant que faire se peut, les mesures favorables à l'accroissement de la productivité et à l'amélioration des méthodes et des conditions de travail des entreprises. (...) Les organisations signataires garantissent aux entreprises la paix sociale et la coopération complète en faveur de l'accroissement de la productivité et de l'amélioration des techniques d'exploitation et des méthodes de travail" . (Accord du 6/12/62).

Pour les super-marchés de Liège: " La présente convention acte (...) que les S.A. Super-Bazars et Super-Marchés G.B. font appel à la coopération active des organisations syndicales et aux moyens dont elles disposent afin de réaliser par une commune collaboration l'accroissement de la productivité. Cet accroissement de productivité implique notamment (...) une ouverture quotidienne des magasins jusqu' à 21 heures. En contre-partie (sic !) les organisations syndicales garantissent à ces sociétés la paix sociale dans ses sièges d'exploitation (On ne pourrait mieux dire - NdR !) et la coopération complète du personnel syndiqué en faveur de l'accroissement de la productivité et de l'amélioration de l'organisation de ces entreprises sur le plan des techniques d'exploitation et des méthodes de travail. Les parties contractantes sont parfaitement conscientes du fait que cette convention doit contribuer à la création d'un climat social favo-

rable aussi bien à l'exploitation de la société qu'aux relations entre les collaborateurs, la direction et les organisations syndicales avec la conséquence que ce climat doit inévitablement avoir une influence heureuse sur la productivité de l'entreprise (...) En compensation de ces services les S.A. Super-Marchés et Super-Bazars constituent au profit des organisations syndicales, parties de la présente convention, un fonds de productivité..." (Convention d'octobre 61).

Nous pourrions allonger cette liste en citant des conventions valables pour d'autres branches d'industrie, les industries alimentaire et sucrière en particulier. Partout le même refrain: paix sociale et productivité, c'est à dire résignation et surexploitation. Est-ce pour cela que les travailleurs adhèrent au syndicat ? Après la division par métiers, par industrie, par catégorie, par nationalité, après la division entre ouvriers de langue flamande et ceux de langue française (et il y a ceux de langue allemande dans l'Est...) faudra-t-il encore se laisser imposer celle-ci: syndiqués - quelle que soit leur organisation - et non-syndiqués ?

Pour amener ceux-ci au syndicat, les valets du capital qui dirigent la Fédération Générale du Travail se mettent, on a pu s'en rendre compte plus haut, sans hésiter et entièrement du côté du patron.

Ils tournent le dos à la revendication qui était celle des syndicats de lutte de classe, pauvres en effectifs et en moyens pécuniaires, mais combien combattifs: contre l'accroissement de la plus-value, c'est à dire diminution de la journée de travail et de la productivité et augmentation des salaires; solidarité prolétarienne sans conditions; unité de la classe ouvrière.

Lorsque les syndicats feront revivre cette revendication ils attireront de nouveau la masse des ouvriers dans la lutte. Pour cela il faudra qu'ils se débarrassent de la vermine réformiste, bonne à tout faire docile de la démocratie et entremetteuse au service de la patrie, mais cet objectif ne sera atteint que lorsque le prolétariat, regroupé autour de son parti marxiste révolutionnaire, se ressaisira de ses organisations unitaires de classe.

Au sommaire de

P R O G R A M M E C O M M U N I S T E

N° 26 - Janvier-mars 64

- Mort au service du Capital
- La Chine "farà da se"
- La légende du Piave
- Invariance de l'opportunisme
- Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français
- Le "De profundis" de la "Vie ouvrière"
- Or et blé

VERS L'UNITÉ SYNDICALE ... A LA MANIÈRE DE L'ÉCREVISSE

L'unité ouvrière, sur laquelle les syndicats de collaboration de classe bavardent sans cesse pour mieux dissimuler comment ils la sabotent, ne peut être que le résultat d'une longue lutte de classe dans laquelle les armes de chacun des adversaires sont bien définies.

Les lois économiques du capitalisme constituent les armes les plus efficaces des patrons, et notamment la loi de la valeur qui exige que la force de travail de l'ouvrier soit payée comme tout autre marchandise, que la main d'oeuvre qualifiée soit mieux rétribuée que celle du manoeuvre, que la masse des salariés soit divisée à l'infini par la multiplicité des catégories professionnelles et des échelons à l'intérieur de chaque catégorie. L'arme des salariés c'est au contraire l'uniformisation qui résulte de la concentration industrielle et qui leur offre la possibilité de se coaliser, de déclencher des grèves soudaines et massives, de surmonter par la violence et l'étendue de ces mouvements la division accomplie par le jeu de la loi de la valeur. Aussi les agents du patronat déguisés en chefs syndicalistes encouragent-ils la division en catégories, la multiplicité des rétributions, les revendications variant d'entreprise à entreprise, tandis que les militants révolutionnaires luttent contre la hiérarchie des salaires, pour des revendications uniformes, pour des mouvements étendus à plusieurs secteurs de la production. D'un côté se trouve la division matérielle des ouvriers telle qu'elle découle de la société capitaliste et de la collaboration scélérate entre syndicats et patrons. De l'autre la lutte pour l'unification politique menée par l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Entre la tendance unitaire qui jaillit spontanément de l'exploitation capitaliste et la concurrence désagrégatrice que se font les diverses catégories professionnelles, l'élément déterminant qui fait pencher la balance du côté de l'unité ou de la division, c'est incontestablement l'organisation syndicale. Qu'elle soit aux mains de militants révolutionnaires défendant des revendications intéressant l'ensemble des ouvriers, qu'elle donne priorité absolue aux revendications générales sur les revendications de catégories, et alors ni la division organique des syndicats, ni les manoeuvres patronales ne peuvent mordre sur le bloc des salariés. Mais que le syndicat soit au contraire dirigé par des partis qui collaborent avec le capitalisme, qu'il limite les grèves dans le temps et dans l'espace, qu'il enferme les revendications dans les frontières de la catégorie ou de l'entreprise, qu'il accentue la hiérarchie salariale déjà existante en proposant lui-même - comme le font tous les syndicats d'aujourd'hui - de nouvelles catégories ou de nouvelles primes particulières à telle catégorie, et voilà la concurrence entre ouvriers encore renforcée, la division de la classe ouvrière solidement établie.

Né spontanément au feu des grandes luttes ouvrières du siècle

dernier, le syndicat n'a jamais cessé d'être le champ de bataille où ces deux tendances s'affrontaient. Les catégories plus qualifiées, mieux payées et donc plus vulnérables à une idéologie de collaboration avec le patronat, alimentaient l'opportunisme syndical, sabotaient les luttes générales pour monopoliser les quelques miettes jetées par les patrons. Contre cette orientation de réforme et de pacifisme social qui, en fait, abandonnait à son sort la masse des catégories défavorisées, le parti prolétarien intervenait dans l'activité syndicale pour défendre ces catégories qui, en retour, parce qu'elles étaient les plus combattives, les plus courageuses et les plus généreuses, le suivaient dans sa perspective révolutionnaire.

Dans ce combat, la tâche des communistes fut toujours bien claire, l'intérêt de la grande masse ouvrière bien évident, la tactique prolétarienne non moins précise. Démasquer l'opportunisme en montrant son incapacité à atteindre les résultats les plus modestes. Participer à toute action effective pour prouver que les révolutionnaires ne se désintéressent d'aucune revendication ouvrière, même la plus limitée; mais sans jamais cacher qu'il n'existe, dans le cadre des rapports de production capitalistes, aucune solution définitive valable pour le prolétariat. Entrer dans les syndicats, même dirigés par les traîtres, mais pour les en chasser. Appuyer les actions qu'ils déclenchent, mais pour rendre leur trahison évidente. Lutter pour l'unité syndicale, mais non pas à la façon des "communistes" dégénérés d'aujourd'hui qui mendient l'accord des opportunistes et des laquais de la bourgeoisie, au contraire en les mettant au défi de traduire leurs promesses en actes et en s'adressant, par dessus leurs têtes, aux prolétaires qu'ils dupent encore. Voilà ce que faisaient autrefois les communistes dans les syndicats... à l'époque où ils méritaient encore leur nom de communistes.

Cette époque est depuis longtemps révolue. Le P.C.F. n'est plus depuis longtemps le parti de la révolution prolétarienne, mais celui de la démocratie petite-bourgeoise. Et la C.G.T., comme son ombre, ne souhaite plus que le retour à la porcherie parlementaire. Ils défendent l'un et l'autre la hiérarchie des salaires, la fragmentation des revendications; ils veulent avant tout "sauver la production nationale"; ils s'acoquinent avec les syndicats jaunes en se prosternant devant eux. Sans lutte de classe, disait Marx, les ouvriers sont livrés à la concurrence. C'est ce qui s'est produit avec la trahison du "communisme" moscovite. L'ouvrier crève sous les heures supplémentaires tandis que le chômage pointe à l'horizon. Le métallo ignore le cheminot. Le fonctionnaire dédaigne le sort du mineur. L'ouvrier qualifié se soucie bien peu de ce que devient le manoeuvre. La DIVISION la plus complète règne dans le mouvement syndical, tandis que les délégués de service crient à la cantonade: "Unité, Unité !".

Faut-il s'étonner dans ces conditions que même les accords provisoires passés entre centrales rivales ne durent pas plus que les roses ? Que, pour prendre un exemple, la C.F.T.C. et la C.G.T., hier encore en pleine idylle, recommencent leurs disputes aujourd'hui ?

Non, car cette unité placée sous le signe de la démocratie, de la patrie et de la grandeur française n'est pas l'unité de classe du prolétariat. C'est l'unité impossible d'organisations au service du capitalisme, mais sous le contrôle direct ou indirect de fractions différentes de la bourgeoisie. La C.G.T. voudrait mobiliser les ouvriers pour exaucer le vœu petit-bourgeois d'un retour au démocratisme parlementaire. Plus réalistes, F.O. et C.F.T.C. se contenteraient d'obtenir quelques places dans l'appareil planificateur de la bourgeoisie.

La véritable unité ouvrière ne se mettra en marche que lorsque les communistes révolutionnaires authentiques seront assez nombreux pour intervenir de façon décisive dans toutes les luttes. C'est sans doute un objectif encore lointain, mais les mots d'ordre qu'ils lanceront ne peuvent être que ceux-ci: unité dans la lutte et non dans les mots; unité du prolétariat et non unité des bonzes syndicaux; pas de revendications de catégorie avant les revendications générales; pas d'actions éparpillées, mais des grèves unitaires par-delà les frontières de catégories et de professions; pas de regrets de la démocratie, vraie ou fausse, mais revendication de la dictature du prolétariat.

AU PAYS DU "SOCIALISME"

L' IMPERIALISME RUSSE " SE SUCRE "

Dans le concert des "grandes puissances" qui se disputent les marchés coloniaux ou "ex-coloniaux", l'U.R.S.S. élève souvent la voix pour défendre un commerce "honnête" et "égal", pour dire que son "aide" aux pays sous-développés est entièrement désintéressée et philanthropique. De nombreux exemples prouvent le contraire. Le récent accord soviéto-cubain sur le sucre en est un. Il renferme, en effet, toutes les caractéristiques que l'impérialisme donne à ses relations internationales, de la contrainte économique à la sujétion politique. Sur le plan politique, Khrouchtchev a obtenu l'appui de Castro dans sa querelle avec Pékin en même temps que la promesse d'un rapprochement américano-cubain. Dans le domaine économique, l'U.R.S.S. fixe un prix forfaitaire, inférieur au cours mondial, mais garantit des achats à longs termes pour "protéger" le sucre cubain des fluctuations de la conjoncture.

On se souvient qu'en mai dernier Castro avait réussi à soustraire au commerce soviéto-cubain une certaine quantité de sucre qu'il pourrait vendre à l'Occident au cours mondial et non à celui imposé par Moscou de 3,5 cents la livre. Castro espérait par

là redresser l'économie cubaine en plein désarroi. En échange, Cuba n'avait pas encore condamné "l'extrémisme" chinois, mais avaliait la politique russe dans les Caraïbes que Pékin qualifiait de capitularde.

Aujourd'hui, Cuba n'a pas surmonté sa crise économique et le cours du sucre a continué de grimper: 10, 84 cents la livre à New-York. Aux termes de l'accord signé le 23/1/64, l'U.R.S.S. s'engage à accroître ses achats qui passeront de 2,1 millions de tonnes en 1965 à 5 millions de tonnes en 1970.

Jusqu'à quels renoncements ira la "révolution cubaine" ? Elle promettait d'affranchir le pays de la tutelle des marchands de sucre, et voici qu'elle offre aux banques russes les profits qu'elle a arrachés à Wall-Street. Elle voulait construire une économie "nationale" sur autre chose que la canne à sucre, et voici que La Havane décide, en signant cet accord, "de ralentir l'industrialisation et de porter pendant dix ans tous les efforts sur l'agriculture". Autrement dit: sur le sucre. Ainsi, comme par le passé, la "base solide" de cette économie sera le cours du sucre négocié non plus à New-York, mais à Moscou. On comprendra que la politique castriste ne cède pas à un sentimentalisme pro-chinois. Finies les illusions des "barbudos" ! La politique cubaine se règle maintenant à Moscou.

A ce sujet, le communiqué soviéto-cubain est explicite. Il approuve l'accord sur l'arrêt des expériences nucléaires condamné par Pékin ainsi que les mesures prises contre "l'activité fractionniste et sectariste" du P.C. chinois. Il y a mieux. Khrouchtchev obtient de Castro cette petite phrase: "Le gouvernement cubain est prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour établir des relations de bon voisinage entre la République de Cuba et les Etats-Unis sur la base de la coexistence pacifique des Etats dont les systèmes sociaux sont différents". Si Cuba n'existait pas, il faudrait l'inventer. Elle montre à toute l'Amérique latine, travaillée par de violents antagonismes sociaux et économiques, le bon chemin de la "coexistence" avec l'impérialisme yankee. Comme le disait le journaliste américain W. Lippman, lors de l'intervention militaire à Cuba, la chute de Castro vaudrait aux U.S.A. dix autres révolutions - combien plus dangereuses ! - en Amérique latine. Ainsi, Moscou vient de balayer un nouvel obstacle aux bonnes relations commerciales avec les Etats-Unis. Après avoir sacrifié l'Europe mutilée, les mouvements anticoloniaux d'Afrique et la Chine, il sacrifie Castro et l'Amérique du Sud.

Bonne journée donc à la Bourse de Moscou: Cuba ne jettera plus le trouble entre Russes et Américains. Bonne affaire aussi: l'U.R.S.S. tient en mains le marché du sucre et, comme elle est exportatrice, les kolkhoziens auront également leur part du gâteau. Mais, Monsieur Khrouchtchev, que faites-vous de la "lutte contre les monopoles", vous, le prophète attardé du "libéralisme" !

UN "PATRON" RUSSE

Les staliniens ont toujours affirmé que l'absence de capitalistes individuels, de banquiers, de patrons de combat suffisait à définir le caractère "socialiste" de l'économie russe. A cela nous avons répondu que le capitalisme d'Etat est le contraire du socialisme et que l'U.R.S.S. était elle-même bien loin d'avoir atteint ce stade suprême du capitalisme. Nous n'avons pas besoin de fixer le personnage de l'entrepreneur privé pour définir le caractère petit-bourgeois de l'économie soviétique. Du reste, la figure du "grand patron" s'est d'elle-même présentée à nous. Par leurs prérogatives, leurs traitements et leur fonction les "managers" russes ne se distinguent en rien de leurs collègues américains. Que dire de ce chef d'entreprise dont parle un correspondant de la Pravda dans un article paru le 15 octobre 1963 sous le titre: "Est-ce là un dirigeant?"

"Injurier, humilier, menacer de licenciements ce sont là les manières habituelles de Gorbounov avec les ouvriers.

"Un jour Gorbounov donna l'ordre à la brigade de serruriers de Nikichine de réparer une grue dans l'atelier de forge, sachant bien que le chef de brigade Nikichine ne peut, à cause de son état de santé, travailler dans un atelier surchauffé. Nikichine se déclara dans l'incapacité d'exécuter cet ordre.

"Je vais tous vous licencier!" s'écria Gorbounov. Il commanda au gardien de ne pas laisser entrer les serruriers à l'usine et ordonna au chef de l'atelier de réparations, Loukachov, de faire un rapport sur Nikichine. Loukachov refusa et fut licencié avec le motif: "N'a pas fait son travail". Nikichine dut également quitter le travail.

"Gorbounov piétine grossièrement les lois sur la protection de la maternité. La foreuse Tchourina travaillait avant son congé de maternité à une foreuse de petit gabarit. Elle était payée au temps. A son retour de congé, le chef d'atelier refusa de lui rendre son ancien travail et la fit passer à une place plus pénible la mettant à un salaire aux pièces. (...)

"A deux reprises, pour vérifier les plaintes des ouvriers, une délégation du comité régional du Parti se rendit à l'usine, promettant de rappeler Gorbounov à l'ordre. Mais jusqu'à présent, on ne sait pourquoi, rien n'a été fait. L'an passé, à cause de lui, 39 ouvriers ont quitté l'atelier, 17 cette année. Et Gorbounov est membre du Parti..."

Un patron qui jure, qui licencie, qui enfreint les règlements sur la sécurité du travail, qui dispose à son gré du mode de rétribution du travail, qui est du "parti" et jouit donc de la protection du "parti" - le meilleur appareil policier -, que peuvent souhaiter de plus les pires patrons réactionnaires de la France bourgeoise ? L'anarchie de la production dont est cause l'autonomie des entreprises remise en l'honneur en U.R.S.S. trouve, comme le disait Marx, son complément naturel dans le despotisme de fabrique.

" On voudrait admettre verbalement la dictature du prolétariat pour faire passer à la fois, en catimini, "la volonté de la majorité", "le suffrage universel", le parlementarisme bourgeois, le refus de détruire, de faire sauter, de briser complètement et jusqu'au bout l'appareil d'Etat bourgeois. Ces nouveaux subterfuges, ces nouveaux faux-fuyants du réformisme sont à craindre par-dessus tout.

(...) Ils n'ont pas compris que le vote dans le cadre du parlementarisme bourgeois, avec ses institutions et ses coutumes, fait partie de l'appareil de l'Etat bourgeois, qui doit être vaincu et brisé de haut en bas pour réaliser la dictature du prolétariat, pour passer de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne.

Ils n'ont pas compris que, d'une façon générale, ce n'est pas par des votes mais par la guerre civile que se tranchent toutes les questions politiques sérieuses à l'heure où l'histoire a mis à l'ordre du jour la dictature du prolétariat.

Ils n'ont pas compris que la dictature du prolétariat est le pouvoir d'une classe, qui prend entre ses mains tout l'appareil de l'Etat nouveau, qui vainc la bourgeoisie et neutralise toute la petite bourgeoisie, la paysannerie, les philistins, les intellectuels".

(LENINE - Les tâches de la III^e Internationale)

NOS RÉUNIONS

AIX EN PROVENCE

Salle de la Mutualité, rue Espariat
Mercredi 19 février à 21 heures

LES ENSEIGNEMENTS POLITIQUES DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

PARIS

Salle Lancry, 10 rue de Lancry (10^e), Vendredi 6 mars, 21 h.

PAS DE VOIES NOUVELLES POUR LE CAPITALISME

MARSEILLE

Bar "A l'Artistic", Cours Joseph Thierry,
Samedi 7 mars à 21 heures

MARXISME REVOLUTIONNAIRE ET ANARCHISME

(1917 en Russie ; 1936 en Espagne)